



## Résolution "On a les Crocs"

**Votée à l'Assemblée Générale du 18 novembre 2022**

Manger à sa faim n'a pas de prix mais la fin des prix n'est pas encore au menu. L'automne dernier, suite à une mobilisation étudiante exemplaire, les prestataires des cafétérias de l'Université de Genève se sont pourtant vus contraints d'instaurer des repas à 5 frs. Ici, sur le campus de l'Unil, le repas "complet et équilibré" le moins cher est aujourd'hui servi à 7.30 frs. Nous affirmons, 7.30 c'est trop ! De plus, ce prix minimum n'est même pas assuré sur l'entièreté du campus. Dans les cafétérias du centre sport et santé ou celle d'Anthropole, il n'y a souvent pas d'assiette (ou plutôt de barquette micro-ondée) à moins de 11.20 frs.

Aujourd'hui, après la crise du Covid-19, alors que l'inflation s'emballe et que les négociations pour l'augmentation des bourses s'enlisent, manger à la cafétéria est un luxe que tout le monde ne peut se payer. Les files d'attente interminables devant les micro-ondes aux heures de pointe sont une des manifestations du problème. La précarité étudiante demeure une réalité sur le campus comme ailleurs.

Les montants des bourses d'études ne sont pas revus à la hausse alors que le coût de la vie, lui, augmente. Par ailleurs, l'accès aux bourses est laborieux : complexité du processus bureaucratique et des formulaires numériques, conditions d'octroi en décalage avec la réalité et délais d'attente encore bien trop longs sont des exemples d'obstacles classiques rencontrés par les aspirant·x·es boursier·x·ère·s. Au niveau fédéral, 3/4 des étudiant·e·x·s doivent travailler pour subvenir à leurs besoins<sup>1</sup>, des emplois aux conditions trop souvent précaires qui dégradent la qualité de vie et d'étude. Ces revenus sont dans de nombreux cas complétés par des aides familiales, ce qui représente à la fois une charge supplémentaire pour les familles et une dépendance envers celles-ci parfois problématique pour les personnes en formation. En définitive, les bourses d'études ne représentent en moyenne que 4% des ressources pour les étudiant·e·x·s des hautes écoles suisse<sup>2</sup>.

En région lausannoise, les logements sont hors de prix et les logements du Vortex (dont les loyers oscillent entre 1070.- et 1720.-), pourtant présentés comme la fine fleur du logement étudiant, sont tout simplement un pied de nez à la figure des principaux·ales concerné·x·es<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup><https://www.24heures.ch/trois-quarts-des-etudiants-travaillent-a-cote-de-leurs-etudes-389721362676>

<sup>2</sup><https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/degre-tertiaire-hautes-ecoles/situation-sociale-economique-etudiants.html>

<sup>3</sup><https://www.unil.ch/welcomecentre/fr/home/menust/installer-en-suisse-1/se-loger-1/vortex.html>



Malgré les dernières velléités écologiques, les transports en commun sont toujours payants et représentent eux aussi une charge supplémentaire. D'autant plus que les CFF, malgré leurs profits mirobolants, ont supprimé le tarif réduit de l'AG pour les étudiant·e·x·s de plus de 25 ans en 2020. Le prix des loyers à proximité du campus poussent parfois à chercher des logements éloignés : le coût des transports et des loyers sont donc deux facettes de la précarité étudiante qui se renforcent mutuellement.

Face aux multiples facettes de la précarité étudiante et face à la crise sociale et environnementale, le comité unitaire "On a les Crocs" revendique des menus à 3 frs partout, l'internalisation de toutes les cafétérias, 80% de consommation végétarienne et une pause de midi pour tout·x·es.

### **Pour des menus à 3 frs partout, pour tout·x·es et pour toujours !**

La question du prix des repas doit être remise sur la table. Mais pourquoi les repas ? Parce que manger n'est pas un choix, c'est un besoin primaire. L'accès aux aides est difficile et leurs montants ne sont pas suffisants. Réduire le prix des repas sur le campus est une mesure qui profite à toutes et tous sans distinction, sans tri bureaucratique entre précaires illégitimes et légitimes à recevoir des aides.

Nous rappelons que les universités suisses trônent parmi les plus élitistes du continent, c'est-à-dire qu'elles sont encore très peu accessibles aux classes populaires. Tabler sur la réduction du prix des repas, c'est aussi rendre l'université un peu plus accessible et supportable financièrement pour ces franges de la population, mais pas que. Car oui, l'accès aux études peut être parfois autant, voire plus difficile pour les personnes qui se situent dans une "zone grise", juste assez fortunées pour ne pas pouvoir prétendre aux aides sociales et aux bourses, sans pour autant que cela soit synonyme d'aisance et de facilité à boucler les fins de mois. Enfin, sans permis de séjour ou de passeport adéquat, il n'y a tout simplement pas d'aide prévue pour les extra-nationaux en formation.

A Genève durant le printemps 2021, l'Université avait fourni des repas à 3 frs suite aux difficultés rencontrées par les étudiant·e·x·s à cause du Covid-19. Une fois que cette mesure "exceptionnelle" a pris fin, les étudiant·e·x·s se sont mobilisés pour réinstaurer et pérenniser les repas à 3 frs. Ils et elles ont fini par occuper deux semaines une cafétéria et ont obtenu un menu à 5 frs subventionné par le Conseil d'État. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir les mêmes conditions d'études, lorsqu'on sait que les deux universités partagent en partie le même prestataire des cafétérias (SV Group) ? Aujourd'hui, diverses entreprises privées se partagent les différents restaurants du campus. Un service de restauration aux mêmes prix et de même qualité sur l'entièreté du campus est impératif.



C'est pourquoi nous exigeons des menus complets et équilibrés à 3 frs, dont un végétalien, sur l'entièreté du campus, indéfiniment et pour tout le monde !

## **Pour l'internalisation totale de l'ensemble du service de restauration universitaire !**

Bien qu'il soit possible pour une entreprise privée d'assurer un menu à 3 frs par ses propres moyens, nous voyons déjà les objections venir : réduction de la qualité des produits avec toutes les considérations écologiques et de santé publique qui l'accompagnent ou encore la sacro-sainte non-viabilité économique. Pourtant nous ne sommes pas prêt·x·es à faire le moindre compromis sur la qualité des repas, leur impact environnemental et sur les conditions de travail des employé·x·es des cafétérias. L'internalisation, c'est-à-dire la reprise en charge du service de restauration par l'université, permettrait de sortir des injonctions économiques à la rentabilité. Ainsi l'université pourrait garantir l'accès à une alimentation saine et respectueuse de l'environnement à l'entièreté de sa communauté, à moindre prix. Les fluctuations du marché n'influenceraient plus les prix des repas, comme cela est le cas à l'Université de Fribourg ou l'EPFL où les prix ont récemment augmenté à cause de l'inflation<sup>4</sup>.

Une internalisation rendrait possible une meilleure gestion de l'offre dans les cafétérias par l'Université de Lausanne. Ainsi, elle pourrait s'assurer de respecter ses engagements environnementaux et de durabilité, de l'approvisionnement jusqu'à la gestion des déchets. L'internalisation, en plus de faciliter la réduction des prix tout en garantissant le maintien, voire l'amélioration de la qualité des repas, représenterait également un renforcement majeur des conditions de travail pour les employé·x·es des cafétérias, notamment en termes d'horaires et de salaires. De plus, en travaillant pour l'État de Vaud, il existe une meilleure protection contre les licenciements et un meilleur système de primes d'ancienneté. Enfin, dans le public, les droits syndicaux sont souvent meilleurs et davantage respectés : les travailleurs et travailleuses peuvent plus facilement s'organiser. L'Université de Lausanne se doit d'être un employeur exemplaire. Pourtant, en privatisant son service de restauration, elle participe à la détérioration de ces conditions de travail.

Pour de meilleures conditions de travail, un meilleur contrôle sur les prix et sur l'offre proposée, nous revendiquons l'internalisation de l'ensemble du service de restauration de l'Université de Lausanne !

---

<sup>4</sup><https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/13397694-la-rentree-universitaire-a-fribourg-marquee-par-linflation-et-les-effets-du-covid.html>  
<https://actu.epfl.ch/news/adaptation-du-prix-dans-les-cafeterias/>



## **Pour atteindre un volume servi à 80% végétarien dans les cafétérias !**

Nous traversons une crise environnementale sans précédent. Il est impératif de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre et la destruction des écosystèmes. Cela ne sera pas possible sans réduire massivement notre impact environnemental lié à notre alimentation<sup>5</sup>. Aujourd'hui la production de viande, d'oeufs, de produits laitiers et l'aquaculture utilisent 83% des terres agricoles, et représentent 57% des émissions liées à l'alimentation<sup>6</sup>.

En Suisse, la production de viande repose toujours largement sur des importations transnationales. Couverte par des traités de libre-échange, l'agro-industrie des pays du Nord s'approprie et dépossède de ses terres les communautés locales dans les pays du Sud, soit directement pour l'élevage ou pour produire l'alimentation nécessaire aux animaux élevés ici en Europe. Dans les abattoirs, les travailleur·euses précaires, souvent issues de l'immigration, souffrent de troubles physiques et psychologiques à cause des conditions et des cadences de travail. L'image pittoresque de l'agriculteur·x·ice suisse ne doit pas nous détourner des impacts et de ce que représente la production de viande aujourd'hui en Suisse : un business capitaliste intensif qui exploite la terre et les travailleur·euses. Il est de notre responsabilité et de notre ressort d'agir pour une justice climatique, sociale et décoloniale.

Végétaliser notre alimentation est plus que crucial pour notre avenir, c'est un combat pour un monde viable respectueux des travailleur·euses, de notre santé et de l'environnement. Notre Université, qui s'engage dans son plan d'intention pour la transition écologique, a-t-elle bien saisi l'ampleur environnementale que représente la question de l'alimentation ?

Transformer nos modes d'alimentation est une question politique qui ne tient pas qu'aux choix des consommateur·x·ices seul·x·es, mais bien de la responsabilité des institutions de nous permettre de nous tourner vers une alimentation durable. Ainsi, offrir plus d'alternatives végétales dans les cafétérias est crucial pour adopter des régimes moins carnés<sup>7</sup>. De plus, il est nécessaire de porter une attention particulière à la localité et à la saisonnalité des produits servis. Et comment peut-on imaginer un changement vers des modes d'alimentation durables si un seul repas végétarien - l'éternel plat de pâtes - et aucun repas végétalien ne sont proposés dans les cafétérias ?

Hormis une journée végétarienne par semaine depuis septembre 2020 et l'introduction d'au moins un plat végétarien chaud en septembre 2022, l'Unil n'a pris et ne prend à ce jour toujours aucune autre mesure conséquente liée à la

<sup>5</sup> Voir le dernier rapport du GIEC (2022). *Climate Change 2022*.

<sup>6</sup> Voir les travaux de Poore, J., & Nemecek, T. (2018). Reducing food's environmental impacts through producers and consumers. *Science*.

<sup>7</sup> Une étude récente a révélé que doubler la proportion d'aliments végétariens proposés dans une cantine augmentait les ventes de produits végétariens de 41 % à 79 % (Garnett et al., 2019).



végétalisation de la restauration. Alors qu'à Berlin les 34 cafétérias des universités proposent des menus à 68% végétalien, 28% végétarien et 2% à base de poisson, avec une seule option de viande tous les jours<sup>8</sup>, nous ne pouvons plus nous contenter du peu d'ambition des mesures prises par l'Université de Lausanne.

Nous revendiquons donc que 80% des repas servis soient végétariens, et qu'au moins un des repas proposés par jour soit végétalien dans toutes les cafétérias !

## **Pour une heure de pause à midi pour tout·x·es !**

Bien manger n'est pas qu'une question de produits ou de diversité ; pour pouvoir se nourrir correctement, il faut du temps. Combien de fois devons-nous manger sur le pouce entre deux cours? ? Bien souvent, un calcul difficile s'impose à nous, étudiant·e·x·s : il faut choisir entre jeûner, ou bien se contenter d'un sandwich attrapé à la volée, que l'on avalera sans conviction sur le chemin du bâtiment où se déroule notre prochain cours. Pour certain·e·xs les heures de cours s'enchaînent, du matin au soir, sans moments de pause qui permettraient d'assimiler au mieux le contenu des enseignements, sans moments de rencontre entre camarades croisé·x·es dans les amphis ou les couloirs, sans pouvoir bénéficier en somme de l'université comme lieu de savoir émancipateur. Nous sommes dévoré·x·es par les impératifs de temps, d'efficacité et de productivité, amplifiés par le système de Bologne et ses crédits ECTS.

L'absence de pause garantie soulève également le problème de la précarité. Oui, après tout, pas besoin de se ruiner pour un sandwich, nous n'avons qu'à amener notre tupp et le réchauffer. Seulement, on en revient à la contrainte temps. Comptons 5 minutes pour faire la queue et chauffer son plat au micro-ondes. Nous voilà avec 10 minutes devant nous pour cavalier de l'autre côté du campus : d'Amphimax à Anthropole, 15 minutes à pied – il faudra donc courir. Plus qu'une solution alors : passer à la caisse acheter l'éternel sandwich.

Niveau santé, on est aussi bien loin d'une situation idéale. Le stress a des effets néfastes bien connus. Enchaîner de trop longues périodes de travail empêche d'être efficace et mine la concentration. Manger sur le pouce, c'est privilégier des aliments facilement mangeables en quelques minutes, au détriment des apports nutritifs nécessaires. L'Unil, plus grand fast-food du canton ?

Seulement, cela n'est pas une fatalité, et jusqu'à peu chaque étudiant·e·x pouvait profiter d'une heure de pause à midi, ce qui non seulement renforçait les liens entre facultés mais permettait une meilleure qualité d'études, d'alimentation et de vie en

---

<sup>8</sup><https://www.theguardian.com/world/2021/aug/31/berlins-university-canteens-go-almost-meat-free-as-students-prioritise-climate>



général. Seulement, celle-ci a été supprimée par décision de la Direction, afin de "mieux gérer" le nombre d'étudiant·e·x·s, sans penser à nos conditions d'études.

Nous exigeons le rétablissement d'une pause repas digne de ce nom, d'une heure minimum, pour tout·x·es les étudiant·e·x·s entre 11h et 14h. Nous exigeons du temps, à midi et dans la vie !

***En tant qu'étudiant·e·x·s à l'Université de Lausanne, il est temps d'agir sur notre campus, là où nous avons de l'emprise.***

***Parce que l'alimentation est une question essentielle.***

***Parce que nous devrions tout·x·es avoir droit à une alimentation accessible, saine et durable.***

***Parce que l'alimentation est politique.***

***Parce qu'on a les crocs, revendiquons des menus à 3 frs dont un végétalien partout, l'internalisation de toutes les cafétérias, un volume de repas servis à 80% végétarien et une pause de midi de une heure pour tout·x·es !***

***Nous avons tout·x·es quelque chose à y gagner, mobilisons-nous !***

Résolution écrite par le Comité Unitaire de la campagne On a les Crocs, composé des syndicats Sud-ep et du SSP, ainsi que des associations suivantes: l'AJE, la NoCAP et Unipoly.

Votée le 18 novembre 2022 par l'Assemblée Générale ouverte à tout·x·tes :  
Lieu : Université de Lausanne

